

Initiatives ministérielles

les Canadiens qui font présentement des efforts pour en venir à contrôler notre fameuse dette et faire en sorte que notre pays ait une meilleure activité économique.

Je vois, madame la Présidente, que je dois accélérer le tempo puisqu'il ne me reste que quelques instants.

Sachez que oui c'est impopulaire. Mais nous nous devons de le faire, et c'est notre responsabilité de le faire. C'est dans l'intérêt des Canadiens et des Canadiennes de faire en sorte que notre économie soit davantage plus compétitive et que les produits sur le marché, les nôtres, ne soient pas plus chers que ceux que nous importons en raison de la fameuse taxe qui est là actuellement et qui est de 13,5 p. 100. Alors, je répète ce que l'on fait: la taxe part de 13,5 pour descendre à 7 p. 100.

[Traduction]

M. Blaine A. Thacker (secrétaire parlementaire du ministre des Consommateurs et des Sociétés): Madame la Présidente, je vous suis reconnaissant de me permettre de faire consigner mes commentaires à l'intention de nos collègues de la Chambre, de mes électeurs et d'autres Canadiens qui pourraient assister à nos délibérations ce soir.

Lorsqu'ils élisent un parti politique, les Canadiens font un choix qui se répercute sur la conduite des affaires de l'État. Comme le Canada jouit d'un régime démocratique analogue à celui dont tant d'autres pays du monde voudraient se doter, nos concitoyens auront toujours le droit—ils l'exerceront vraisemblablement en 1992 ou 1993—d'évaluer les conséquences de nos décisions en tant que gouvernement.

Je tiens à faire savoir que je suis fier de cette taxe sur les produits et services, tout comme je le suis de notre bilan économique en tant que gouvernement. Au cours de la prochaine campagne électorale, je n'hésiterai pas à faire du porte à porte—je serai même fier de le faire—pour convaincre mes électeurs de me reporter au pouvoir.

Je pourrais citer quantité d'autres raisons pour lesquelles je suis fier des réalisations du parti progressiste conservateur actuel depuis cinq ans. Il a, en effet, adopté des projets de loi sur la concurrence, les transports, les échanges commerciaux, la privatisation et le droit d'auteur. Auparavant, nos professeurs, nos auteurs et nos artistes n'étaient pas aussi bien protégés qu'aujourd'hui. Cela, madame la Présidente, constitue un progrès remarquable.

Les partis d'opposition se sont appliqués à entraver les efforts que nous avons déployés pour atteindre ces résultats importants. Je les comprends. Parfois, ils s'opposent au gouvernement pour des raisons idéologiques et, parfois, c'est simplement parce qu'ils se trouvent dans l'opposition. Nous agissions de même à l'époque et nous cherchions à mettre des bâtons dans les roues du gouver-

nement et de la Chambre. Cela, je le comprends. Les partis ont des divergences d'opinions.

Ce soir, je parlerai de la TPS et de la place qu'elle occupe dans le plan d'ensemble. Nous devons vraiment bien comprendre notre histoire pour savoir si le Canada est actuellement dans la bonne voie ou si, au contraire, il doit s'engager dans celle que nous préconisons.

Madame la Présidente, vous vous souvenez sans doute que les Canadiens ont fait un choix important en 1968. Le premier ministre Trudeau et le gouvernement libéral qu'ils ont élus ont modifié en profondeur la façon de gouverner ce pays. Ils ont donné à l'appareil gouvernemental une structure plus vaste. Ils ont favorisé la nationalisation de nos industries, subventionné les secteurs qui n'étaient plus concurrentiels, même chez nous, sans parler de l'Amérique du Nord et du reste du monde. À force de subventions, les libéraux ont contracté d'énormes déficits, de sorte qu'ils ont été contraints de sortir la planche à billets.

En 1972, nous avons admis l'existence d'un problème et M. Stanfield a déclaré qu'il fallait imposer le contrôle des prix et des salaires pendant quatre mois pour maîtriser l'économie. Le parti libéral ayant refusé, c'est lui que les Canadiens ont choisi. En 1974, nous avons éprouvé de très sérieuses difficultés.

Encore une fois, en 1979, les Canadiens savaient que quelque chose n'allait pas avec l'économie. Ils ont choisi le très honorable député de Yellowhead. Lorsque M. Crosbie a présenté son premier budget, les Canadiens ont de nouveau dû faire un choix. À cette époque, le déficit annuel était de 12 milliards de dollars et la dette nationale atteignait 72 milliards. Nous avons une solution à ce problème. Nous proposons notamment une taxe de 18 c., mais les libéraux ayant refusé, ce sont eux qui furent portés au pouvoir.

Nous savons tous que quelques mois plus tard, les libéraux imposaient une taxe de 30 c., mais les Canadiens avaient parlé. C'est ainsi qu'en 1984, soit quatre ans plus tard, le déficit annuel était passé de 12 milliards à 38 milliards de dollars.

La dette nationale était passée de 72 milliards de dollars à plus de 200 milliards. Les Canadiens se sont rendu compte qu'ils étaient vraiment dans le pétrin et ils ont rejeté le modèle libéral qui impliquait une bureaucratie de plus en plus lourde, des nationalisations de plus en plus nombreuses, des déficits de plus en plus élevés et des dépenses de plus en plus folles.

Nous avons pris le pouvoir sous la direction du premier ministre et, au cours des cinq dernières années, le ministre des Finances a complètement refondu la politique économique du Canada. C'est ainsi que la bureaucratie fédérale a été ramenée à ses dimensions de 1973 et qu'ont été privatisées plus de dix-huit sociétés d'État, dont dix-sept sont devenues nettement plus prospères,